economiesuisse



Le Conseil fédéral souhaite faciliter l'accès au marché du travail pour les étudiants provenant d'États tiers

Des dizaines de milliers d'étudiants extraeuropéens étudient en Suisse – dont un grand nombre dans les domaines MINT, aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre. Le Conseil fédéral souhaite désormais mieux utiliser ce potentiel et créer les bases légales pour faciliter l'accès au marché du travail suisse.

Après un hiver morose, coronavirus oblige, le moteur économique mondial ronronne à nouveau depuis plusieurs mois. Les exportations des entreprises suisses ont atteint de nouveaux sommets. La forte demande a plusieurs conséquences: au-delà de goulets d'étranglement et de hausses des prix, on observe à nouveau une nette pénurie de main-d'œuvre qualifiée. En 2019 déjà, economiesuisse appelait à mieux utiliser le potentiel des titulaires de diplômes de haute école étrangers en Suisse pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Par le biais d'une motion, le Parlement demande lui aussi que les jeunes spécialistes de pays tiers formés en Suisse puissent rester et travailler dans notre pays sans grandes formalités administratives. Le Conseil fédéral a présenté ces jours un projet pour mettre à jour cette motion. On ignore pour l'heure si ses propositions seront suffisantes.

REDUIRE LES OBSTACLES POUR L'OBTENTION D'UNE AUTORISATION EST INTERESSANT

Bien que quelque 3000 personnes originaires de pays tiers décrochent chaque année un diplôme de haute école en Suisse, seuls 150 à 200 d'entre elles obtiennent un permis de travail. Et ce, malgré le fait que la Suisse investisse près de 200 millions de francs par an dans leur formation et que beaucoup étudient dans des domaines où il y a une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. À cela s'ajoute que ces personnes sont titulaires d'un diplôme suisse pertinent pour le marché du travail indigène et ne nécessitant pas de reconnaissance ad hoc. Et comme elles sont déjà intégrées jusqu'à un certain point en Suisse, grâce à leurs études, ces personnes occasionnent également peu de dépenses sociales. Le fisc serait aussi gagnant, car il encaisserait des recettes supplémentaires si les diplômés intègrent le marché du travail suisse et paient des impôts ici.

DE PLUS EN PLUS DE PAYS MULTIPLIENT LES ACTIONS POUR TENTER DE SEDUIRE DES TRAVAILLEURS

De nombreux États cherchent à accroître l'attractivité des études pour les étrangers. Cela passe souvent par la simplification des dispositions en matière de visa ou d'un accès facilité au marché du travail. Les pays sont également de plus en plus nombreux à se doter de réglementations spéciales pour les titulaires d'un diplôme dans une filière MINT, c'est-à-dire les mathématiques, l'informatique, les sciences naturelles et la technique. Si la Suisse accorde des permis de travail de manière restrictive aux diplômés provenant d'États tiers, de nombreuses économies concurrentes ont, désormais, supprimé les obstacles dans ce domaine. Pour une place économique à une forte vocation internationale et fondée sur l'innovation, comme la Suisse, l'attitude actuelle à l'égard des étudiants et des diplômés d'États tiers n'est pas adéquate. Le moment venu, economiesuisse prendra position sur les propositions du Conseil fédéral.